

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

#### Arrêté du 13 avril 2026 fixant les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique aux dispositifs d'insertion implantés en milieu pénitentiaire et à Mayotte

NOR : TRSD2611270A

Le ministre du travail et des solidarités, la ministre des outre-mer et le ministre de l'action et comptes publics,  
Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son article D. 313-15 ;  
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5132-2, L. 5132-3 et R. 5522-91 ;  
Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 modifiée pour la liberté de choisir son avenir professionnel, notamment son article 83 ;  
Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée », notamment son article 5 ;  
Vu le décret n° 2018-1198 du 20 décembre 2018 modifié relatif à l'expérimentation de l'élargissement des formes d'insertion par l'activité économique au travail indépendant, notamment son article 6 ;  
Vu le décret n° 2021-1129 du 30 août 2021 relatif à l'insertion par l'activité économique et à l'expérimentation visant à faciliter le recrutement par les entreprises de droit commun de personnes en fin de parcours d'insertion, notamment son article 2 ;  
Vu le décret n° 2025-1228 du 17 décembre 2025 portant relèvement du salaire minimum de croissance,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, le montant socle de l'aide financière par poste de travail occupé à temps plein est fixé à :

- 1° 13 461 € pour l'aide aux entreprises d'insertion prévue à l'article R. 5132-8 du code du travail ;
- 2° 4 837 € pour l'aide aux entreprises de travail temporaire d'insertion prévue à l'article R. 5132-10-13 du même code ;
- 3° 1 638 € pour l'aide aux associations intermédiaires prévue à l'article R. 5132-24 du même code ;
- 4° 24 203 € pour l'aide aux ateliers et chantiers d'insertion prévue à l'article R. 5132-38 du même code, dont 1 248 € au titre des missions d'accompagnement socioprofessionnel et d'encadrement technique.

II. – A Mayotte et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, le montant socle est fixé à :

- 1° 10 442 € pour l'aide aux entreprises d'insertion prévue à l'article R. 5132-8 du même code ;
- 2° 3 751 € pour l'aide aux entreprises de travail temporaire d'insertion prévue à l'article R. 5132-10-13 du même code ;
- 3° 1 271 € pour l'aide aux associations intermédiaires prévue à l'article R. 5132-24 du même code ;
- 4° 18 774 € pour l'aide aux ateliers et chantiers d'insertion prévue à l'article R. 5132-38 du même code, dont 965 € au titre des missions d'accompagnement socioprofessionnel et d'encadrement technique.

III. – Le montant de l'aide est réduit à due proportion de l'occupation du poste de travail.

Les montants des aides aux entreprises d'insertion ainsi que des aides aux ateliers et chantiers d'insertion mentionnés aux I et II du présent article sont applicables aux structures d'insertion implantées dans les établissements pénitentiaires, conformément aux articles R. 5132-8 et R. 5132-38 du code du travail.

Le montant maximum de la part modulée des aides mentionnées au I et au II du présent article est fixé à 10 % du montant socle. Ce montant est versé en fonction des résultats atteints au regard des critères mentionnés aux articles R. 5132-8, R. 5132-10-13, R. 5132-24 et R. 5132-38 du même code. Pour les structures d'insertion implantées dans les établissements pénitentiaires, ce montant est fixé à 5 % du montant socle.

**Art. 2.** – Le montant forfaitaire mensuel de l'aide financière pour les entreprises d'insertion par le travail indépendant prévu à l'article 6 du décret du 20 décembre 2018 susvisé est fixé à 455 €.

Ce montant mensuel est de 353 € à Mayotte.

**Art. 3.** – Le montant socle versé en cours de mois par l’Agence de services et de paiement correspond au douzième du montant total des aides aux postes d’insertion indiqué dans la convention. Ce montant peut être régularisé en fonction du niveau réel d’occupation des postes tout au long de l’année aux 5<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> mois de la période couverte par l’annexe financière à la convention.

La régularisation de fin d’exercice est, pour sa part, effectuée le mois suivant la fin de la période de référence de l’annexe financière.

Le montant de la part modulée est versé à la structure par l’Agence de services et de paiement en une seule fois, sur notification de la décision de l’administration.

**Art. 4.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 13 avril 2026.

*Le ministre du travail et des solidarités,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le délégué général à l’emploi  
et à la formation professionnelle,*

B. MAURICE

*La ministre des outre-mer,*

Pour la ministre et par délégation :

*La directrice générale des outre-mer,*

A.-G. BAUDOUIN

*Le ministre de l’action  
et des comptes publics,*

Pour le ministre et par délégation :

*L’adjoint au sous-directeur  
chargé de la 6<sup>e</sup> sous-direction  
de la direction du budget,*

O. DUFREIX